

L'actualité

des entreprises de la Chimie
du Nord - Pas de Calais

FRANCE
CHIMIE
NORD
PAS-DE-CALAIS

La Fédération des entreprises de la Chimie en région

40 rue Eugène Jacquet - 59708 Marcq en Baroeul Cedex

Tél : 03 20 99 23 07 - communication@chimie-npc.fr

www.chimie-npc.fr - www.linkedin.com/company/france-chimie-nord-pas-de-calais/

Denis Chev 

Président de France chimie Nord-Pas-de-Calais



Je suis heureux de vous présenter, au nom de tous les administrateurs et adhérents de France chimie Nord-Pas-de-Calais, cette communication rétrospective sur 2021 et prospective pour 2022.

L'année dernière, les sites Seveso du Nord-Pas-de-Calais ont poursuivi leurs efforts pour s'adapter à la nouvelle donne crée en 2020 par la pandémie mondiale :

- maintenir les productions nécessaires au fonctionnement des autres industries, notamment (mais pas seulement) pharmaceutiques,
- poursuivre la recherche-développement et la mise au point des produits et substances utiles ou nécessaires à des millions de personnes en France et dans le monde,
- aider les collaborateurs et les cadres non seulement à transformer les organisations de travail, mais encore à renouveler le sens de leur engagement professionnel,
- intégrer les normes nouvelles de toute nature – *procédurales, réglementaires, budgétaires* – sans compromettre la continuité et le dynamisme des activités.

Oui, en 2021 comme en 2020, nous n'avons pas relâché nos efforts, face à l'adversité, afin de maintenir des actions et des activités utiles à tous, dans un contexte difficile.

Et en 2022, il en sera de même encore et notamment pour faire face à deux exigences majeures :

- former aujourd'hui les professionnels de demain, celles et ceux qui sauront, par leur créativité et leur travail, inventer et réinventer les connaissances et les procédés de la chimie,
- maintenir et développer, en France et en Europe, l'industrie chimique d'excellence indispensable au bien-être, à la santé et aux activités du plus grand nombre.

Ces deux objectifs, interdépendants, sont et seront encore au cœur des actions de France Chimie NPC et de ses adhérents, qui œuvrent également à concilier performance économique et respect de l'environnement dans le cadre de la démarche de Responsabilité Sociétale et Environnementale et à développer les systèmes de défense à l'égard des menaces (* conomiques, organisationnelles, cybernétiques*) qui se lèvent, nombreuses et fortes, à l'horizon.

Oui, en 2022 comme en 2021, il y aura de l'ouvrage et du cœur à l'ouvrage pour nous !

Mais nous ne sommes pas seuls : avec nos clients et nos partenaires financiers, avec nos actionnaires et nos homologues d'Europe et d'ailleurs, avec aussi les services publics – *DREAL, rectorat, préfecture, etc.* – avec lesquels nous entretenons un dialogue constructif, nous avons pu et nous pourrons encore, sur cette terre du Nord-Pas-de-Calais à laquelle nous sommes si anciennement et si fortement attachés, répondre à la devise de notre branche professionnelle : créer, révéler, partager.

Au nom de tous les administrateurs et adhérents de France chimie Nord-Pas-de-Calais, je suis heureux de vous présenter nos vœux de bonne et heureuse année.

Coups d'œil sur la presse 2021

Arkema et ADM-SIO parient sur la jeunesse



Les Pépites de l'alternance récompensent des entreprises exemplaires en matière de formation des jeunes en alternance. Pour l'édition 2021, une douzaine d'entreprises ont été mises à l'honneur, dont deux adhérents de France Chimie Nord Pas-de-Calais : SIO (*transformation d'huiles végétales - Saint-Laurent-Blangy*) et Arkema (*fabrication d'amines et dérivés pour les industries routières, les industries pétrolières et les antimottants - Feuchy*). Cette distinction consacre le travail accompli par ces deux établissements en direction des jeunes : à travers des échanges et des partenariats multiples (lycées et collèges, fondation CGENIAL, Paradigm for Parity), en offrant des stages, contrats d'alternance, en favorisant l'éveil des talents et l'intégration des futurs professionnels. Arkema et ADM-SIO démontrent en acte que la valeur (professionnelle) n'attend pas le nombre des années (d'expérience)...

Ineos Styrolution du linéaire au circulaire, une révolution en marche



« Polystyrène jetable cherche solution de recyclage éco-compatible » : ainsi pourrait se formuler le problème auquel les industries de l'emballage, notamment, sont confrontées. Car si l'usage du polystyrène s'est affirmé en masse depuis cinquante ans, l'évolution des préoccupations économiques et environnementales nécessite de passer du tout-jetable au (presque-) tout-recyclable. Problème d'autant plus aigu que le recyclage mécanique ne permet pas de renvoyer directement les conditionnements recyclés vers l'agro-alimentaire sans un tri très fin sur leur provenance et un nettoyage approfondi : difficile de réutiliser les vieux pots de yaourts en pots neufs... Or, le procédé qu'Ineos Styrolution va mettre en œuvre, à l'échelle industrielle, dès 2025, sur son site de Wingles, permet précisément cette transformation. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme – la formule de Lavoisier, précurseur de la chimie moderne, n'a pas perdu de son actualité.

L'Etat mise sur Interor



Spécialiste de la conception et fabrication de molécules complexes, Interor, PME de 145 salariés s'est affirmée depuis quelques années comme un maillon important entre les industries chimiques et pharmaceutiques. Une évolution qui n'a pas échappé aux services de l'Etat, dans le contexte du risque de pénurie de médicaments créé par les Covid successifs. D'où le soutien accordé, dans le cadre du plan France Relance gouvernemental de 2021, à ce site de Calais, dont un tiers des investissements productifs seront financés par ce plan. A la clef : amélioration de la sécurité, développement de la production et de la recherche et création de 25 emplois d'ici trois ans.

©Michel GUILBERT

Coups d'œil sur la presse 2021



Kuhlmann, le retour

Il était de cette espèce dont le XIX^{ème} siècle occidental connut bien des variétés : celle des entrepreneurs-savants qui, associant passion de la science et vocation industrielle, posèrent les bases de l'industrialisation du monde. En 2021 - 130 ans après sa mort - Frédéric Kuhlmann est revenu donner son nom aux établissements qu'il avait fondés en 1829. Devenue « Produits Chimiques de Loos », cette filiale du groupe Tessenderlo remonte à ses sources : désormais, c'est « Kuhlmann France » qu'on l'appellera.

Merck Santé au service de la santé

Merck Santé fabrique la Metformine, substance bien connue des personnes atteintes de diabète de type II. L'augmentation de cette pathologie, induite par de mauvaises habitudes alimentaires, entraîne un accroissement de la demande et donc de la production, de cette substance devenue vitale pour des millions de patients dans le monde. A Calais, 119 personnes travaillent, essentiellement à l'exportation, pour contribuer à l'approvisionnement en Metformine. En 2021, la production aura ainsi augmenté de 5 %.



Minakem grandit, Minakem investit

Spécialisée dans la conception et la réalisation de substances et procédés destinés à l'industrie pharmaceutique, Minakem vit d'innovation permanente. Les progrès de la pharmacopée créent de nouveaux besoins en chimie : la lutte contre les maladies virales, par exemple, nécessite une méthode de fabrication et un savoir-faire très spécifiques. D'où l'engagement de l'entreprise dans une logique de croissance reconnue par l'Etat : à Beuvry-la-forêt, 35 millions vont être investis dans les deux années qui viennent, avec le soutien du plan France Relance, mis en place par le gouvernement. Le projet comprend, notamment, le réaménagement d'un atelier de fabrication et la création d'une plateforme "nouvelles technologies" pour le développement de la chimie en continu. A terme, ce projet devrait permettre la création d'une vingtaine d'emplois.



Minafin : pour une extraction extra !

Une partie importante de notre alimentation et de l'alimentation du bétail est constituée de protéines et d'huiles, extraites de matières premières végétales (colza, tournesol, olives, etc.). Aujourd'hui, l'extraction à échelle industrielle s'effectue grâce à l'hexane, essence dérivée du pétrole. Avec EcoXtract, Minafin a trouvé une substance d'origine naturelle, qui peut être produite à partir de végétaux tels que la canne à sucre ou le maïs, et qui offre une alternative efficace à l'hexane : pour un coût équivalent, ce nouveau produit permet d'éviter le recours au pétrole, d'éliminer les résidus pétrochimiques de notre alimentation et de réduire notre empreinte carbone. Une innovation de grande portée alimentaire, sanitaire et environnementale consacrée par le prix Pierre Potier 2021 (www.francechimie.fr/les-prix-pierre-potier).



Coups d'œil sur la presse 2021

Chez **SNCZ**, pas de corrosion du développement



Le plan de relance annoncé en 2021 par le Gouvernement s'est notamment traduit par un appel à projets pour soutenir l'investissement industriel en Hauts de France. Lauréate de cet appel, SNCZ à Bouchain bénéficiera d'une subvention publique de 800 000 euros pour développer sa capacité de production, relocaliser à Bouchain la fabrication de pigments spéciaux et accélérer sa transition numérique. Leader mondial de la conception et fabrication de pigments anticorrosion de haute performance, SNCZ conforte ainsi son triptyque vertueux : « Innovation > Performance > Environnement ».

Sotrenor au podium



La Société Industrielle du Nord de France remet chaque année les Trophées de l'Industrie aux entreprises choisies par les fédérations et organisations professionnelles en raison de leurs performances ou de leurs réalisations exemplaires. En 2021, Sotrenor, filiale du groupe SARPI - VEOLIA, a été récompensée par le prix de l'industrie chimique, l'un des dix trophées attribués. Basé à Courrières et classé Seveso seuil haut, Sotrenor est spécialisé dans la collecte et le recyclage de déchets industriels dangereux. Le trophée qui lui a été décerné salue la belle réussite de l'entreprise et sa contribution décisive à l'économie régionale du recyclage : la valorisation de l'énergie et de l'eau contenues dans le déchet lui permet de limiter son empreinte carbone et sa consommation des ressources naturelles.

Vynova en route vers le futur



Partie prenante de la Semaine de l'Industrie organisée chaque année par les pouvoirs publics, Vynova proposait en novembre à Mazingarbe une visite de son site de production de PVC. Parallèlement, l'entreprise organisait également, pour la première fois, une visite virtuelle de ses installations, sur la plate-forme « Myfuture ». Objectif : faire connaître et reconnaître les métiers de la chimie, en accroissant la mixité et en sensibilisant les jeunes filles aux métiers de l'industrie chimique.

Coups d'œil sur 2022 et au-delà

Pas de fumée sans ATMO

Les retours d'expérience des incendies de 2013 et 2019 à Rouen ont mis en évidence la nécessité d'une coopération entre industriels et services publics pour anticiper, en cas d'incident ou accident, la collecte des données nécessaires à l'évaluation des éventuels dommages sanitaires et environnementaux. Les évolutions réglementaires intervenues depuis ont tiré les leçons de l'expérience.

C'est dans ce cadre que le conseil d'administration d'ATMO a mis au point et coordonné la mise en œuvre d'un dispositif associant les industriels membres d'ATMO avec différents services publics (préfecture, DREAL, ARS, EMIZ et bien sûr les cinq SDIS de la région Hauts de France). 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ce dispositif permettra d'assurer en cas d'incident ou d'accident :

- la modélisation du panache,
- la réalisation des mesures,
- prélèvements et analyses des échantillons,
- la transmission des résultats aux différents gestionnaires de crise,
- et la communication au public.

Ce dispositif qui sera mis en place au cours de l'année 2022 et qui entrera officiellement en vigueur le 1^{er} janvier 2023, contribuera fortement à améliorer la qualité et la rapidité de l'information en phase d'urgence et en phase post accidentelle.

Cyber sécurité des systèmes industriels

Les sites Seveso et les professionnels qui y travaillent ont une expérience et une expertise en matière de sécurité industrielle qui ne cessent de s'approfondir et de s'affiner au fil des années : même si les accidents et les erreurs existent, leur nombre et leur gravité ont été depuis 20 ans sensiblement réduits. Pour autant, avec le développement des systèmes d'information

industriels (dits ICS : Industrial Control System) et la mondialisation des échanges et des industries, une nouvelle catégorie de risques se développe : de la destruction involontaire de données à la paralysie des automatismes du système de production, de l'attaque de hackers à l'espionnage malveillant, du « rançongiciel » au virus infectant la clé USB d'un employé sans malice - le champ de la cyber sécurité s'étend et se transforme, à mesure que progresse l'interconnexion des systèmes d'information avec les dispositifs automatiques de production et de contrôle. Attentifs à ces évolutions, les professionnels de la chimie ont la volonté d'intégrer ces nouveaux risques à la gestion sécurisée de leurs établissements.

Adapter les activités aux évolutions réglementaires

L'incendie hors – normes survenu le 26 septembre 2019 sur deux sites industriels et logistiques à Rouen a provoqué des dégâts sanitaires, économiques et environnementaux, mais également de fortes réactions médiatiques et politiques. Conséquence : de nouvelles réglementations, auxquelles les sites Seveso du Nord-Pas-de-Calais s'adaptent peu à peu, du mieux qu'ils peuvent. À travers des formations et des échanges d'idées et d'expériences, en remontant les difficultés du terrain auprès des fonctionnaires en charge de l'inspection des installations classées, en relayant les attentes et les messages des pouvoirs publics, France Chimie Nord-Pas-de-Calais contribue à concilier respect de la réglementation et dynamisme économique...

... en tenant à distance « yaka » et « fokon », les démons bien connus.

Prix de l'énergie : vers des records historiques en 2022

La rumeur s'affirme dans le débat public et politique : les prix de l'énergie flambent et leur impact inflationniste, encore indéterminé quant à son taux, est d'ores et déjà certain dans son principe. Producteurs de premier rang pour de nombreuses branches professionnelles, les industriels de la chimie jonglent depuis déjà plusieurs mois avec le cours de cette matière première qu'est l'électricité.

Témoignage
de Stéphane Hémon,
Directeur
du Développement
Commercial
de Kuhlmann France



Notre activité de production de chlore, soude et d'hydrogène par électrolyse implique une forte consommation électrique, consommation qui est traditionnellement régulée et contractuellement encadrée en volume et en tarif : nos achats varient dans des limites prédéfinies et en fonction de plages horaires – *pour le dire vite, l'électricité est beaucoup moins chère à une heure du matin qu'entre 6 et 9 heures ou entre 18 et 21 heures*. Elle représente traditionnellement environ 60 % de notre prix de revient ; or, nous sommes actuellement à plus de 75 %. Pour donner l'échelle, le prix du mégawatt est passé au cours des derniers mois de 80 € environ à plus de 400 € pour le « spot » et nous anticipons pour les premiers mois de 2022 une tarification à plus de 700 ou 800 € !

Cause première de cette dérive : environ un quart des réacteurs nucléaires français sont à l'arrêt, *du fait notamment de reports et retards du programme de maintenance d'EDF*. L'insuffisance de la production électrique française contribue fortement à l'augmentation spectaculaire sur le marché du « spot » - qui connaît déjà lui-même des tensions en fonction du prix du gaz et de l'électricité d'origine carbonée.

Nous avons répercuté cet accroissement de nos coûts sur nos prix de vente, qui ont fortement augmenté en cette fin d'année, avec environ 50 % pour un de nos principaux produits. Nos clients – *par exemple les industriels ou compagnies de traitement de l'eau potable et des eaux usées qui utilisent nos produits de purification et de désinfection de l'eau* – vont eux-mêmes devoir augmenter leurs prix de vente.

A priori, on peut penser ou en tout cas espérer, que cette augmentation sera temporaire et qu'à partir du second semestre 2022, nous retrouverons une situation plus normale et plus satisfaisante pour l'économie française. Quoiqu'il en soit, cette flambée des prix de l'énergie peut avoir la même valeur d'alerte que le « premier choc pétrolier » de 1973 : nous sommes collectivement tributaires de l'énergie nucléaire et donc massivement dépendants d'EDF..

Alternance 2025

Comment faire pour produire mieux et plus ? La question préoccupe souvent les industriels. Encore faut-il pour y répondre convenablement, ne pas oublier de poser une autre question implicitement contenue dans la première : produire avec qui ?

Pour le dire d'une formule : la transformation des produits ne doit pas faire oublier la formation des professionnels !

Le 29 juin 2021, les partenaires sociaux et France Chimie ont conclu un accord pour le développement de la formation en alternance.

L'alternance représente un enjeu à la fois pour l'insertion des jeunes, pour l'attractivité des métiers de la chimie, et pour le renouvellement des compétences dans les entreprises de la branche. Aujourd'hui, les industries chimiques recrutent en France 20 000 personnes par an et accueillent 6 000 jeunes en alternance. D'ici à 5 ans, elles recruteront 120 000 personnes. Par cet accord, elles s'engagent à augmenter de 30 % le nombre d'alternants dans la branche, soit 7800 jeunes embauchés d'ici à 2025.

Rose-Noelle Vannier, Directrice de l'ENSCL L'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille, à l'heure de l'internationalisation et de la féminisation



Si l'industrie chimique occupe dans l'économie française une place de choix, elle le doit certes à sa tradition scientifique de haut niveau, mais également à l'attractivité de ses formations pour les jeunes générations.

Pouvez-vous présenter en quelques mots votre établissement ?

L'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille, puisque telle est notre dénomination officielle, appartient à la Fédération Gay-Lussac, qui groupe une vingtaine d'établissements. La qualité des formations dispensées dans ce cadre explique leur attractivité : nous recrutons les meilleurs !

À Chimie – Lille, nous avons chaque année une promotion de 80 élèves, qui accomplissent un cursus de trois ans, après trois années d'études spécialisées.

Comment se répartissent les étudiants ?

La majorité d'entre eux viennent de France, de toutes les régions de France, même si nous avons quelques élèves originaires du Brésil ou du Japon, par exemple. Nous accueillons moins d'étudiants étrangers depuis le début de la pandémie, mais nous conservons de nombreux partenariats à l'étranger (70 accords dont 45 accords ERASMUS),

en particulier des accords de double diplôme avec des établissements en Allemagne, au Brésil, au Canada, aux U.S.A et au Japon.

Depuis 2017, nous développons la formation en alternance, à travers des contrats de professionnalisation qui séduisent aussi bien les élèves que les entreprises : de 3 contrats en 2017, nous sommes passés à 14 en 2021. De septembre à février, nos élèves sont 3 jours à l'école, 2 jours en entreprise puis à 100% en entreprise à partir de fin février.

Outre cette formule d'alternance, les élèves de troisième année accomplissent un stage de 6 mois, et ils ont l'embaras du choix : les entreprises sont très demandeuses. C'est plus délicat en deuxième année, principalement en raison du format actuel du stage (huit semaines réparties entre juin et août) qui complique la donne. Nous allons donc passer à un nouveau format, en 2023, en augmentant la durée et la période de stage.

Quel est le profil des étudiants et ce qui les motive ?

Les deux tiers de nos étudiants sont des étudiantes : la chimie a toujours attiré les filles plus que la physique, mais il y a 40 ans, la proportion était d'un tiers de filles pour deux tiers de garçons. Aujourd'hui c'est l'inverse.

Nos élèves sont essentiellement motivés par des préoccupations environnementales : leur désir est d'apporter leur contribution au développement durable, d'accompagner les mutations industrielles pour promouvoir des solutions et des procédés respectueux de l'environnement. C'est vraiment devenu une vocation.

Enfin, la recherche-développement constitue un secteur éminemment attractif, puisque près de la moitié des élèves trouve un stage et un emploi dans ce secteur et qu'environ un sur cinq continue son cursus en doctorat. Nous essayons également au cours de la formation d'augmenter la part de projets de recherche scientifiques menés avec des entreprises, notamment en 3^{ème} année du cycle ingénieur.

Comment percevez-vous la relation avec les industries chimiques ? Quels partenariats avez-vous noué avec elles ?

Nous avons mis en place un club des entreprises partenaires et organisons depuis septembre 2018 un Forum des entreprises partenaires : pendant deux jours, les élèves de 2^{ème} et 3^{ème} année du cycle ingénieur rencontrent les entreprises présentes et peuvent discuter de leur orientation et des profils recherchés. Ce forum des entreprises partenaires rencontre un vif succès de la part de nos élèves. Nous l'organisons en partenariat avec la Junior Entreprise de l'école. En parallèle sont organisés pour les élèves de 3^{ème} année du cycle ingénieur, des simulations d'entretien par des DRH (deux anciens élèves de l'ENSCL et une personne issue d'une entreprise membre de France Chimie Nord Pas de Calais).

S'ajoutent à ces actions le Forum Horizon (organisé à l'échelle nationale à la Maison de la Chimie à Paris par les écoles de la Fédération Gay Lussac) et le Forum rencontre organisé par Centrale Lille.

Quant aux embauches, là encore, les entreprises – qu'elles soient de la pharmacie ou des cosmétiques, de la chimie ou de la parachimie et de plus en plus de l'énergie, de l'environnement, de l'agroalimentaire ou de la métallurgie – sont de vrais partenaires : 97% de nos élèves trouvent un emploi dans les 4 mois de la fin de leur scolarité, dont 11 % à l'étranger.

Mais il n'y a pas de secret : c'est parce que nous adaptons en permanence notre offre de formation aux évolutions des métiers de la chimie (par exemple en associant France Chimie NPC à la réforme des enseignements sur laquelle nous travaillons actuellement) qu'il existe un véritable continuum entre formation initiale, formation supérieure, qualification professionnelle et emploi.

La chimie est partout, à nous de former les ingénieurs pour le monde d'aujourd'hui et de demain !



Denis Chev 

Président de France chimie Nord-Pas-de-Calais

Denis Chev , vous êtes président de France chimie Nord-Pas-de-Calais depuis juin dernier. Pouvez-vous en quelques mots présenter votre parcours et les raisons de cette prise de responsabilité ?

Les adhérents et administrateurs de France Chimie Nord-Pas-de-Calais m'ont fait l'honneur de me confier la présidence de notre institution, où j'exerçais déjà depuis une dizaine d'années différentes fonctions, notamment administrateur et président de la Commission Santé Sécurité Environnement. Je prends la suite de Pascal Monbailly, qui devient vice-président et avec les administrateurs et collaborateurs de France chimie NPC, je vais poursuivre dans la voie que Pascal avait tracée...

En deux mots : je suis un professionnel du management des entités industrielles. J'assume depuis une douzaine d'années la direction générale de Befesa Valera,   Gravelines, établissement spécialisé dans le retraitement des poussières d'aciérie, classé Seveso seuil haut.

Vous êtes polytechnicien de formation, en quoi cette qualité vous est-elle utile, ou pas, dans l'exercice de votre double responsabilité, dirigeant d'entreprise d'une part, et représentant d'une organisation professionnelle d'autre part ?

Je dirais que d'une façon générale, l'approche scientifique permet d'appréhender globalement une problématique ou des ensembles de problématiques, dans leur complexité et leurs interactions dynamiques. Quant à l'Ecole Polytechnique, elle symbolise (et réalise) l'articulation entre recherche scientifique, industrialisation et service de l'intérêt général. Mon expérience m'a appris que dans ces trois registres, le niveau européen est désormais déterminant : il est indispensable, dans le monde d'aujourd'hui, d'inscrire nos actions – qu'elles soient économiques, politiques ou culturelles –   l'échelle de l'Europe. Peut-être ma formation à l'Ecole Polytechnique a-t-elle permis que je prenne conscience assez vite et assez concrètement de cette prévalence du niveau européen, sans pour autant méconnaître la complexité des enjeux et des problématiques induites par cette nécessaire évolution.

On a beaucoup parlé depuis deux ans de la réindustrialisation de la France. Comment concevez-vous l'articulation entre cette volonté politique et la réalité des activités industrielles ?

Les activités industrielles sont aujourd'hui essentiellement internationales : en termes de marché et de recherche-développement, en termes de capitaux et de ressources humaines, en termes de réglementation et de communication. Aucun secteur industriel ne peut désormais se limiter à la dimension nationale. La prise de conscience de l'importance vraiment vitale, pour la France et les Français, de maintenir et développer des secteurs industriels d'excellence – c'est l'objectif d'une politique industrielle nationale – mais également de relocaliser en France des centres de décision économique, doit s'accompagner de la prise de conscience de l'importance aussi essentielle de la « construction industrielle européenne ».

N'est-ce pas plutôt au niveau national de promouvoir cette « construction industrielle européenne » ? En quoi le président de France chimie Nord-Pas-de-Calais est-il bien fondé à parler d'Europe ?

Je m'inscris au contraire pleinement dans la philosophie de notre fédération nationale, fortement engagée, de bien des manières, dans le développement d'une Europe des industries et des connaissances et c'est précisément parce que le territoire du Nord-Pas-de-Calais est territoire d'industrie internationale que je suis légitime à situer notre action à l'échelle de notre région et à l'horizon de l'Europe. Nous déclinons au niveau local une stratégie nationale orientée vers l'Europe.

L'État demeure néanmoins le bras armé de la politique industrielle, aussi bien avec les nouvelles réglementations qu'avec le plan France Relance, dont plusieurs sites Seveso du Nord-Pas-de-Calais bénéficient. Comment concevez-vous cette intervention de l'État ?

Les services de l'État sont souvent pris en étau entre deux images : s'ils interviennent trop pour réglementer et contrôler, on les accuse de brider l'initiative et la croissance économiques, si au contraire ils soutiennent, financièrement et politiquement, les établissements industriels, on dit qu'ils sont au service du capitalisme mondialisé !

Les organisations professionnelles telles que la nôtre, parce qu'elles sont à l'interface de l'univers des entreprises et de la galaxie des services publics, ont un rôle important à jouer pour permettre à l'État de dépasser cette alternative dichotomique. Former les jeunes techniciens et ingénieurs de demain, conforter l'autonomie industrielle de l'Europe, favoriser la recherche scientifique au service du développement durable, défendre à la fois les entreprises et les services publics contre les attaques, cybernétiques et autres, qui les visent, mettre la réglementation au service de l'intelligence collective, accompagner la mutation des organisations et des relations sociales – autant de défis qui nécessitent la coopération des services publics et des entreprises, défis que notre organisation professionnelle s'attache à relever avec eux et avec elles, au service certes d'intérêts privés, mais aussi de l'intérêt général.

C'est me semble-t-il le sens du plan France Relance, dont plusieurs de nos adhérents ont bénéficié cette année, et dont je salue ici le bien-fondé, l'opportunité et l'efficacité.

Un mot de conclusion ?

Disons-le : parler du « monde d'après » est sans doute trop emphatique, mais il est certain que 2022 sera une année de rupture.

A peine entrevoyons-nous la sortie de la crise sanitaire que, déjà, se profile l'impact de la politique de transition énergétique, avec son corollaire : la flambée des prix du CO2 et de l'énergie.

Pourrons-nous collectivement supporter - nos unités industrielles pourront-elles toutes supporter - cette aggravation rapide de leurs coûts de fonctionnement ? Ce n'est pas acquis.

Or, le maintien d'une industrie chimique forte dans le Nord-Pas-de-Calais et plus généralement en France et en Europe, est indispensable – je souligne : in-dis-pen-sa-ble – à notre économie :

- soit nous (*nous les professionnels de la chimie, nous les habitants de cette région, nous les Français d'Europe*) parvenons à accroître l'attractivité de notre territoire et la compétitivité de nos sites de production dans ce contexte international nouveau, et nous préserverons les structures et les fruits de notre économie et de nos institutions,
- soit nous n'y parvenons pas et nous subissons de plein fouet un déclassement collectif sans précédent.

Encore faut-il, à l'instar de tel dirigeant d'un grand groupe international, poser la question et s'efforcer d'y répondre : pourquoi tant de groupes industriels veulent-ils quitter la France ?

Les événements récents ont mis en évidence notre capacité de mobilisation et d'innovation pour répondre aux situations d'urgence. C'est donc avec confiance et détermination que nous pourrions regarder ces risques comme autant de défis à relever.

